

Le Burundi ferme le bureau des droits humains de l'ONU

@rib News, 05/03/2019 Source AFP/VOA Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme a annoncé mardi avoir été obligé de fermer son bureau au Burundi, après 23 années de présence dans ce pays, à demande du gouvernement.

"C'est avec un profond regret que nous avons dû fermer notre bureau au Burundi", a déclaré la Haut-Commissaire de l'ONU, Michelle Bachelet, dans un communiqué précisant que le bureau a été fermé le 28 février. En octobre 2016, le gouvernement burundais - en réaction à un rapport de l'équipe d'experts indépendants de l'ONU - avait déjà suspendu toute coopération avec le bureau des droits humains de l'ONU. Le gouvernement a demandé la fermeture du bureau de l'ONU le 5 décembre, expliquant, selon le Haut-Commissariat, que "le pays avait fait suffisamment de progrès pour mettre en place des mécanismes nationaux de protection des droits de l'Homme, de sorte que l'existence du bureau n'était plus justifiée". Mme Bachelet a relevé que "pendant de nombreuses années, nous avons travaillé avec le gouvernement sur la consolidation de la paix, la réforme du secteur de sécurité, la réforme du secteur de la justice et contribué à renforcer les capacités institutionnelles et de la société civile sur toute une série de questions des droits de l'Homme". "Malheureusement, un bon nombre de ces avancées en matière de droits de l'Homme ont été mises en péril depuis 2015", a-t-elle affirmé. Elle a également expliqué que l'absence de coopération du gouvernement depuis fin 2016 "signifiait que le personnel des droits de l'Homme des Nations unies était gravement entravé dans leur capacité à examiner les allégations de violations" que l'ONU continue de recevoir. Elle s'est dite "désolée par le manque de coopération du Burundi ces dernières années avec les mécanismes des Nations Unies en matière de droits de l'Homme qui sont même allés jusqu'à inclure des menaces pour poursuivre les membres de la Commission d'enquête internationale indépendante de l'ONU sur le Burundi. Début janvier, l'organisation Handicap International, présente au Burundi depuis 1992, avait annoncé quitter ce pays en raison notamment de l'obligation faite par le gouvernement burundais du "fichage ethnique" de ses employés. Le Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé. Il avait été élu en juillet de la même année. Les violences qui ont accompagné la crise ont fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});